



Conseil économique et social

Distr. générale
26 avril 2010
Français
Original : anglais

Session de fond de 2009

New York, 28 juin – 22 juillet 2010

Point 13 a) de l'ordre du jour provisoire*

Développement durable

Déclaration présentée par la Social Development Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2009/100.



Déclaration

Nos rivières s'assèchent :

Les rivières constituent l'élément vital de la vie économique et culturelle du Bangladesh. En outre, sa vie culturelle est intrinsèquement liée aux rivières. Il est extrêmement regrettable que les trois rivières les plus importantes du pays - la Padma (Gange), la Jamuna (Brahmapoutre) et la Meghna (Sorma) - soient en train de s'assécher. La dernière étude du Bangladesh révèle que 175 rivières soit sont asséchées, soit ont perdu leur état de navigabilité. Selon un rapport du Gouvernement bangladais, l'Inde contrôle l'eau de 57 rivières le long du barrage de Farakka. À cause d'un manque d'installations de dragage, les rivières bangladaises sont devenues des canaux.

Indépendamment de la catastrophe du barrage de Farakka, un nouveau barrage – barrage de Tipaimukh – est en construction en Inde. Notre survie dépend de la vie de nos rivières. À ce stade, nous pouvons envisager « d'augmenter notre capacité de dragage », « de cesser de rejeter des effluents dans les rivières », et « de continuer de nettoyer les lits des rivières ».

Selon le rapport du Gouvernement bangladais, 110 rivières sont recensées au Bangladesh. Sur ces 110 rivières, 57 sont bordées, 75 sont dans un état désastreux et 65 sont presque asséchées. Quatre-vingt-cinq pour cent des rivières ne sont pas suffisamment profondes. Près de 75 % des rivières ont perdu leur état de navigabilité à cause de l'envasement. Pour résoudre le problème du manque de moyens pour les draguer, il semble indiqué de faire davantage appel à notre main d'œuvre au chômage à l'aide du programme – vivres contre travail – en plus du dragage permanent avec nos intervenants habituels. Cela entraîne évidemment une planification des opérations de dragage, une régularisation des cours d'eau, et un développement socio-économique.

Depuis l'accord de Farakka en 1974, les rivières au Bangladesh sont en train de s'assécher. Il y a 54 rivières dont nous ignorons le débit. Notre Commission mixte ne semble pas être très efficace. L'Association sud-asiatique de coopération régionale n'a pas pu à ce jour nous apporter d'amélioration notable. Notre participation à l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle n'a pas été très concluante pour nos besoins. Si nous examinons également nos données statistiques, nous constatons qu'au cours des dernières 30 années (1974-2010) nous n'avons pas été capables de réaliser des progrès dans le domaine des statistiques, notamment en ce qui concerne les rivières.

Au cours des réunions bilatérales avec l'Inde, nous dépendons principalement des statistiques indiennes, qui sont bien supérieures aux nôtres. Même au cours de nos récentes réunions de haut niveau, nous avons dû dépendre essentiellement de statistiques indiennes. Donc les décisions prises au cours de ces réunions sont en général favorables à l'Inde. Nous devons prendre des mesures immédiates pour améliorer notre situation lamentable.

Aujourd'hui nos rivières s'assèchent. Cette situation va entraîner un préjudice énorme pour la nation entière. C'est pourquoi le Gouvernement a besoin du soutien de la nation entière pour assurer notre survie. Nous n'avons pas le droit de nous perdre en tergiversations avec un sujet de cette importance. Nous n'avons

apparemment pas d'autre choix que de présenter la question au Forum pour la coopération en matière de développement, sur le thème « Coopération pour le développement en période de crises : nouveaux engagements pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement », et à l'examen ministériel annuel, et d'attirer l'attention de la communauté internationale sur ces questions.
